BIBLIOGRAPHIE

DROIT POLONAIS
CONTEMPORAIN
1977 n° 3 (35)

NOTES CRITIQUES

Igor Andrejew, *Zarys prawa karnego państw socjalistycznych* [*Précis de droit pénal des pays socialistes*], Warszawa 1975, PWN, 195 pages.

Comme le souligne l'auteur dans l'avant-propos, l'ouvrage ne prétend pas à exposer l'ensemble des problèmes de droit pénal dans les pays socialistes. Il analyse les problèmes clés, en faisant ressortir les principales différences entre les systèmes juridiques de ces États. Malgré cette restriction, ou peut-être grâce à elle, le livre nous offre une sorte de synthèse du droit pénal socialiste et est en même temps un excellent guide de divers problèmes de ce droit.

L'ouvrage comporte cinq chapitres qui concernent successivement les systèmes de droit pénal, certains problèmes relatifs aux sources, l'infraction en général, certaines infractions en particulier et les mesures pénales.

Il n'est guère possible de prendre position, dans ce bref compte rendu, même sur les problèmes les plus importants abordés dans les chapitres successifs. Il convient en tout cas d'attirer l'attention sur un exposé pertinent de la continuité du système juridique dans les États socialistes qui se sont constitués à l'issue de la Seconde Guerre mondiale.

Évoquant la rupture, tellement significative pour l'évolution ultérieure du droit socialiste, avec le système juridique de Russie tsariste par l'Union Soviétique, l'auteur indique en même temps certaines raisons pour lesquelles les anciens systèmes de droit pénal se sont maintenus dans les autres pays socialistes européens, malgré les transformations révolutionnaires, en subissant seulement certaines modifications. L'auteur en voit les causes dans des facteurs idéologiques, pratiques, humains et émotionnels différents. Il souligne que les facteurs suivants ont décidé du maintien de la continuité du système de droit: le déroulement relativement pacifique de la révolution dans les pays de démocratie populaire, la nécessité dictée par la situation internationale de maintenir l'ordre juridique et la stabilité du pouvoir, la survivance des cadres formés sur l'ancienne législation et prêts à reprendre le travail dans les organes de l'administration de la justice, et enfin l'attitude émotionnelle positive envers l'ancien droit traduisant, malgré son caractère de classe, l'existence indépendante de la nation. Toutefois, l'auteur laisse ici de côté un facteur qu'il appelle, en un autre endroit de l'ouvrage, la forme juridique (p. 199) et qui souligne le caractère technique des dispositions juridiques et du système de droit dans son ensemble. Car, indépendamment des contenus politiques et sociaux qui les déterminent, les dispositions juridiques ont une certaine autonomie en tant qu'instruments nécessaires de commande du cours de vie quotidienne. À cet égard précisément, la révolution ne modifie pas le système juridique mais — comme elle le fait avec la technique — le met à profit pour ses besoins. L'une des preuves de cette relative autonomie dérivant du caractère instrumental des dispositions juridiques, peut être, relaté dans l'ouvrage, le retour progressif en Union Soviétique aux critères formels de la respon-

sabilité que contiennent les constructions juridiques éprouvées et qui avaient été rejetées dans les premières périodes d'existence de l'U.R.S.S.

A l'heure actuelle, le droit pénal de l'Union Soviétique ainsi que des autres pays socialistes est fondé sur le principe *nullum crimen sine lege*, en adoptant la culpabilité comme base de responsabilité. Ces deux fondements des systèmes pénaux sont cependant associés au principe en vigueur dans toutes les législations socialistes que l'infraction est un acte socialement dangereux. Dans la majorité des codes, la dangerosité sociale est expliquée par l'indication des biens menacés par l'acte socialement dangereux. L'auteur attache à cette notion, que la doctrine socialiste appelle la notion matérielle d'infraction, une importance théorique aussi bien que pratique. Il la considère comme une caractéristique spécifique du droit socialiste qui ne dissimule pas le contenu de classe de l'infraction, contribue à une meilleure compréhension et application du droit, rompt avec le formalisme dans les cas où il y a divergence entre la définition formelle de l'infraction et son contenu social (p. 68). A cette occasion, l'auteur polémique avec les opinions des juristes ouest-européens (pages 64, 80, 82 - 84, 191, 193).

En abordant les problèmes choisis de la partie spéciale du droit pénal, l'auteur fait son choix sous l'angle de la spécificité du droit pénal des États socialistes. Ce faisant, il est conscient des dangers d'une telle sélection, mais il conclut avec raison qu'il n'y a pas d'autre voie pour exposer en quoi le droit socialiste diffère de celui d'autres formations (p. 144).

Il convient de s'arrêter quelque peu sur certaines questions concernant la portée et les modalités de pénalisation de quelques infractions plus importantes. S'agissant des infractions contre l'État, c'est la construction du délit contre-révolutionnaire qui était caractéristique du droit soviétique et de quelques législations d'autres États socialistes. Après la Seconde Guerre mondiale, le droit soviétique a renoncé à cette construction. Le délit contre-révolutionnaire a cédé la place au crime de trahison à la patrie englobant plusieurs actes particulièrement dangereux dirigés contre l'État. La trahison à la patrie, considérée comme le crime le plus grave, a été adoptée par les lois des autres États socialistes, bien que le champ d'application de ce crime ne soit pas le même dans toutes les législations.

Le livre fait ressortir l'évolution subie par la protection pénale des biens sociaux, problème qui a acquis une nouvelle dimension en droit socialiste par suite de la socialisation de l'économie. De la façon la plus générale, cette évolution consistait en réduction progressive des sanctions menaçant les attentats contre les biens sociaux. Cependant, un élément constant de la réglementation adoptée est le fait que les actes contre les biens sociaux sont considérés comme infractions séparées des actes dirigés contre les biens individuels.

En caractérisant les types les plus graves d'infractions économiques (malfaçon, mauvaise gestion, spéculation illicite, etc.), l'auteur attire l'attention sur le fait que les opinions sur le rôle des réglementations pénales dans le système de l'économie socialiste se sont modifiées avec les changements dans les méthodes de gestion. La formation, depuis la fin des années cinquante, d'un modèle économique plus souple a entraîné une diminution de l'ingérence pénale dans les processus de gestion, une restriction des actes de ce genre passibles de peine et l'atténuation des sanctions (p. 113).

L'auteur met en relief les peines particulièrement fortes que les codes de tous les États socialistes prévoient pour l'homicide. S'il s'agit d'avortement, c'est un principe que la femme n'est pas responsable de l'interruption de grossesse (p. 116).

En ce qui concerne la responsabilité pour la diffamation, il convient de souligner

la différence significative entre la diffamation et une critique licite et socialement souhaitable (p. 111). Cela conduit dans plusieurs codes à une distinction entre la diffamation et la calomnie qui est un type qualifié de diffamation.

Pour combattre les comportements agressifs, antisociaux et scandaleux, les codes pénaux socialistes utilisent la notion de hooliganisme qui, dans la majorité des lois pénales, représente un type spécial d'infraction. Cependant, la loi polonaise apporte ici une solution différente, selon laquelle le hooliganisme est une circonstance qui fait aggraver la peine.

L'exposé comparatif des systèmes de droit pénal s'est avéré particulièrement utile à l'occasion de la présentation du problème de la pénalisation. Il fait ressortir en effet la portée mondiale du processus qui pénètre le droit pénal contemporain et qui conduit à une utilisation toujours plus large des mesures ayant pour but non pas la répression mais l'action éducative. Ce processus, du reste, ne se déroule pas de la même manière dans tous les pays, comme l'auteur le démontre sur l'exemple des solutions adoptées en droit soviétique, bulgare et roumain. L'étendue et la diversité des mesures non répressives dans le droit pénal des États socialistes, incitent l'auteur à ériger un nouveau système des mesures applicables, d'après la loi pénale, aux auteurs d'infractions. L'auteur les appelle mesures pénales et les divise en quatre groupes: les peines, les mesures préventives, les mesures de redressement et d'éducation applicables aux mineurs, les mesures d'action sociale (p. 147). Une telle classification, qui est actuelle également dans le contexte du code pénal polonais de 1969, reflète en même temps la position prise par l'auteur dans la discussion au sujet de la systématisation des mesures pénales en droit pénal polonais.

L'ouvrage du professeur Andrejew est le premier de ce genre dans la littérature polonaise et une étude originale dans la littérature socialiste en cette matière. Bien que peu volumineux l'ouvrage, grâce à sa clarté et sa concision, donne une image extrêmement précise des solutions fondamentales adoptées par les codes pénaux des États socialistes.

Jan Waszczyński